

Chapitre 2

De «La tragédie de la croissance africaine» à «L'émergence de l'Afrique».

- Démystifier les mythes

En mai 2000, The Economist a consacré une édition spéciale à l'Afrique, sous le titre «Le continent sans espoir». L'élément central portait sur les sombres perspectives de l'Afrique, entraînées par la brutalité, le despotisme et la corruption, des «actes non exclusivement africains (...) mais dont les sociétés africaines, pour des raisons enterrées dans leurs cultures, semblent plus sensibles» (The Economist, 2000, p. 1). La culture est difficile à changer dans un court laps de temps (certains diront qu'elle ne change jamais), donc en supposant que les arguments de The Economist soient toujours valables, il semblerait que l'Afrique soit condamnée au sous-développement dans un avenir proche.

La ligne argumentaire jugeant que la performance et les perspectives de l'Afrique sont faibles, en raison de facteurs méta-structurels profonds, ne se limite pas seulement à la culture. Le climat, la géographie et l'histoire sont également aujourd'hui mis en valeur par un grand nombre d'économistes mondiaux: un climat tropical sujet aux maladies et à une productivité agricole faible; le manque d'accès à la mer ou à un fleuve navigable; ou une diversité ethnique importante avec des séquelles de la colonisation européenne.

Bien que les arguments de cette «tragédie de la croissance africaine» restent populaires à ce jour, un récit plus positif sur l'Afrique a émergé. Fait intéressant, autrefois champion du récit tragique, The Economist est maintenant devenu l'un des principaux promoteurs de l'idée que l'Afrique est maintenant sur la «montée», grâce à un environnement politique plus stable, une évolution macroéconomique plus favorable (par exemple, la réduction de la dette publique), mais également une amélioration de la qualité des institutions. Compte tenu du changement de discours, il vaut la peine d'explorer plus en détail la mesure dans laquelle le développement économique du continent se déroule, ou si la «montée» est juste une frénésie.

En analysant aujourd'hui ces arguments, nous tenons à souligner que, bien que dans de nombreux cas, nous parlons de l'Afrique comme une entité homogène, nous sommes bien conscients qu'il est un continent de 54 pays, avec des conditions naturelles et humaines très variées. Il est à noter que la plupart des économies africaines restent assez semblables les unes aux autres sur le plan économique; non pas parce qu'elles sont sur le même continent, mais parce que toutes ces économies (peu importe le continent) avec de faibles niveaux de développement restent assez semblables l'une à l'autre, en raison de l'absence de spécialisation et de diversification de la structure de production, conduisant alors à des degrés élevés d'homogénéité dans les structures professionnelles, les organisations sociales et les modes de vie.

En gardant cette considération à l'esprit, nous analyserons plus en détail les arguments qui prétendent que le développement de l'Afrique est lié à des facteurs «méta-structurels» ou, au contraire, que le continent est sur la «montée».

2.1. LA TRAGÉDIE DE LA CROISSANCE AFRICAINE

2.1.1. Les arguments

Les explications méta-structurelles les plus populaires de la «tragédie» de la croissance africaine dans la période récente restent sans doute celles basées sur le climat (le plus important, voir Diamond 1997, 2012; Sachs, 2003). Plus important encore, la proximité des pays africains avec l'équateur fait qu'ils restent davantage sujets aux maladies tropicales, comme le paludisme. Il est soutenu que les maladies tropicales (principalement des maladies parasitaires) restent plus graves que les maladies tempérées, car un climat tropical ne tue pas autant de stades parasitaires à l'extérieur de nos corps qu'un climat tempéré ne le fait. Ces maladies freinent le développement économique, en réduisant la productivité des travailleurs et provoquant une augmentation des coûts de soins de santé. Mais la problématique ne relève pas exclusivement des maladies. Il est également mis en avant que la productivité agricole dans les tropiques est plus faible que dans les zones tempérées, lorsqu'elle est mesurée par la valeur nutritive, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, la pluviométrie moyenne est plus élevée dans les zones tropicales, ayant pour conséquence un lessivage des sols par la pluie et donc, des nutriments. Deuxièmement, les plantes en milieux tempérés stockent plus d'énergie dans les parties comestibles pour l'homme. Troisièmement, les glaciers avançant et se retirant à plusieurs reprises dans les zones tempérées, ils créent des sols riches en éléments nutritifs.

L'histoire coloniale du continent a été mise en avant comme un facteur direct ayant produit des institutions de faible qualité, résultant par exemple dans une protection insuffisante des droits de propriété privée, entravant alors le développement économique.

En termes de géographie, il a été souligné que de nombreux pays africains sont enclavés et sont donc désavantagés dans leur intégration dans l'économie mondiale par le commerce international (voir Collier 2007; Bloom et Sachs, 1998; Sachs, 2012). Beaucoup d'entre eux se trouvent également face à un «mauvais voisinage»: ils sont entourés par d'autres pays pauvres ayant de petits marchés, ce qui limite leurs possibilités commerciales; beaucoup d'entre eux souffrent de conflits violents, qui débordent souvent dans les pays voisins, avec des conséquences négatives évidentes pour le développement économique.

La diversité ethnique (voir Easterly et Levine, 1997) et le colonialisme (voir Acemoglu et al, 2001; Acemoglu et Robinson, 2012) sont deux aspects de l'histoire africaine faisant encore aujourd'hui obstacle au développement économique du continent. La plupart des nations africaines sont composées de divers groupes ethniques. La diversité ethnique provoque chez les populations une méfiance réciproque, augmentant le coût des transactions, tout en encourageant les conflits violents; ces cas s'observent davantage sur des territoires où

sont seulement présents quelques groupes ethniques de forces semblables, plutôt que de nombreux petits groupes, plus difficiles à organiser. L'histoire coloniale du continent a été mise en avant comme un facteur direct ayant produit des institutions de faible qualité, résultant par exemple dans une protection insuffisante des droits de propriété privée, entravant alors le développement économique. Un point régulièrement mis en avant est que les colonisateurs européens ne se sont pas établis en grand nombre en Afrique en raison du risque élevé de maladies tropicales souvent mortelles, et ont ainsi uniquement installé le minimum d'institutions nécessaires pour extraire le revenu et la richesse de la société au profit d'une élite dirigeante («institutions extractives» de Acemoglu et al., 2001). Il est également souligné que les institutions en Afrique ont tendance à être pires qu'ailleurs; l'expérience nous montre qu'une longue histoire gouvernementale permet d'établir de bonnes institutions, alors qu'une histoire courte ne le permet pas (Acemoglu et Robinson, 2012).

La culture est un autre facteur méta-structurel populaire mis en avant pour expliquer la tragédie de la croissance de l'Afrique. Bien qu'étant à la limite du racisme, l'argument est que les Africains possèdent des cultures qui sont défavorables au développement économique; ils ne travaillent pas, ne prévoient pas pour l'avenir, et ne peuvent pas coopérer entre eux. L'explication de la divergence économique entre la Corée du Sud et le Ghana, deux pays qui étaient à des niveaux similaires de développement économique dans les années 1960, offerte par Samuel Huntington dans son fameux essai d'analyse politique *The Clash of Civilizations* (Le choc des civilisations), est caractéristique: «Sans aucun doute, de nombreux facteurs jouent un rôle, mais... la culture reste une part importante de l'explication. Les Sud-Coréens ont valorisé l'épargne, l'investissement, le travail acharné, l'éducation, l'organisation et la discipline. Les Ghanéens avaient des valeurs différentes. En bref, les cultures jouent un rôle» (Huntington, 2000, p. Xi). Daniel Etounga-Manguelle (2000), un ingénieur et écrivain camerounais, observe: «L'Afrique, ancrée dans sa culture ancestrale, est tellement convaincue que le passé ne peut se répéter qu'elle ne s'inquiète que superficiellement de son avenir. Sans une perception dynamique de l'avenir, il n'y a aucune planification, prévoyance, ou scénario possible; en d'autres termes, aucune politique pour influencer le cours des événements» (p. 69). Puis il poursuit en affirmant que «Les sociétés africaines sont comme une équipe de football dans laquelle, à la suite de rivalités personnelles et d'un manque d'esprit d'équipe, un joueur ne passera pas la balle à un autre, de peur que ce dernier puisse marquer un but à sa place» (p. 75). Plus récemment, une vidéo virale sur YouTube appelé *Why Some Countries Are Rich and Others Poor* (Pourquoi certains pays sont riches et d'autres pauvres) soulignait le fait que la plupart des personnes dans les pays africains sont en grande majorité croyantes, et que, de manière générale, la religiosité est liée à l'acceptation passive des conditions actuelles.

2.1.2. Les critiques

Il n'y a rien de mal avec les arguments méta-structurels en soi. En effet, il serait étrange d'affirmer que des composantes comme le climat, la géographie, la culture et l'histoire n'aient jamais affecté le cours du développement économique. Toutefois, les arguments méta-structurels avancés comme explications de la tragédie de la croissance de l'Afrique présentent de graves problèmes, comme nous le verrons ci-dessous (voir Chang, 2010, ch. 11, pour plus de détails).

Avant de commencer à examiner les arguments un par un, nous souhaitons souligner deux problèmes communs à l'ensemble des arguments fondés sur les facteurs méta-structurels.

Le premier est que l'ensemble de ces facteurs (histoire «difficile», géographie défavorable, climat paralysant, et culture anti-développement) ont existé pendant toute la période post-indépendance de l'Afrique, alors que la performance de la croissance du continent fluctuait considérablement. Dans les années 1960 et 1970, le produit intérieur brut (PIB) par habitant en Afrique a progressé d'un taux annuel compris entre 1 et 2 pour cent, à un taux négatif de 0,4 pour cent dans les années 1980 et 1990, puis au-dessus de 2 pour cent à partir des années 2000. Ces types de retournements spectaculaires n'auraient pas dû se produire si les facteurs méta-structurels expliquaient à eux seuls la performance de croissance de l'Afrique.

Le deuxième problème est que les expériences des pays africains individuels vont à l'encontre de ces arguments méta-structurels, et parfois de façon spectaculaire. Par exemple, dans la dernière décennie, de tous les pays d'Afrique ne dépendant pas des exportations de minéraux ou de pétrole, les deux meilleures performances de croissance, à savoir, l'Éthiopie et le Rwanda, provenaient de pays enclavés. L'Éthiopie a complètement renversé l'argument méta-structurel en augmentant sa croissance plus rapidement depuis qu'elle est devenue enclavée, après la sécession de l'Érythrée dans les années 1990.

(a) Climat

Contre l'argument climatique, il convient de souligner que bon nombre de pays riches d'aujourd'hui endurent leurs climats.

Tout d'abord, un certain nombre de pays actuels ont souffert de maladies tropicales, lorsque ce n'était pas des conditions agricoles. Singapour, qui est en plein milieu des tropiques, est un cas évident, mais les États-Unis, l'Italie, le Japon, et la Corée du Sud ont tous eu des incidences importantes liées au paludisme et à d'autres maladies tropicales, au moins dans certaines parties du pays et pendant l'été. Ces maladies n'existent plus dans ces pays aujourd'hui, leurs taux ayant chuté de façon spectaculaire grâce à l'amélioration de l'assainissement, mais également grâce à des soins devenus plus efficaces, et des capacités médicales renforcées. Ces deux dernières améliorations ont ainsi été le résultat du développement économique.

Deuxièmement, plusieurs pays riches (la Finlande, la Suède, la Norvège, le Canada, et les États-Unis - en partie), ont un climat glacial et arctique, pouvant être considéré comme débilitant pour le développement économique.⁴ Sous un tel climat, les machines se grippent, les coûts de carburant montent en flèche, et les transports sont bloqués par la neige et la glace. En raison du gel de la mer, les pays scandinaves se sont

⁴ En y réfléchissant, il n'y a aucune raison *a priori* de croire qu'un climat froid est meilleur qu'un climat chaud pour le développement économique. En effet, dans son livre *Les politiques* (livre VII, chapitre 7), Aristote soutenait que les sociétés européennes n'étaient pas très développées en raison de leur climat trop froid, ce qui rendait par ailleurs leur peuple... stupide. Il disait: «Ceux qui vivent dans un climat froid et en Europe sont pleins d'esprit, mais en recherche d'intelligence et de compétence; ils conservent donc une certaine liberté, mais sans aucune organisation politique, et sont incapables de prendre le pouvoir sur les autres. Alors que les indigènes d'Asie sont intelligents et inventifs, mais manquent d'esprit, et sont donc constamment dans un état de soumission et d'esclavage. Mais la race hellénique, située entre les deux, a également un caractère intermédiaire, fougueuse mais également intelligente. Par conséquent, tant qu'elle continuera d'être libre, et restera la nation la mieux gouvernée, et si elle peut être formée en un État, elle sera en mesure de gouverner le monde». (Aristote, 2001, p. 1286)

habituels à utiliser leur littoral seulement pendant la moitié de l'année, jusqu'à l'avènement du navire brise-glace à la fin du 19^e siècle, limitant sévèrement leur capacité à commercer avec le monde extérieur. Aujourd'hui encore, peu de personnes perçoivent le climat froid comme étant un obstacle potentiel au développement économique de ces pays, ces derniers ayant acquis de l'argent et les technologies nécessaires pour faire face à cet enjeu.

Ainsi vu, blâmer le sous-développement de l'Afrique par rapport au climat est confondre la cause du sous-développement avec ses symptômes. Un climat défavorable ne provoque pas de sous-développement. Une façon plus précise de voir la relation entre le climat et le développement économique est de voir comme un symptôme du sous-développement l'incapacité d'un pays à surmonter les contraintes imposées par son climat défavorable.

(b) Géographie

Il est vrai que bon nombre de pays africains sont enclavés. Il est également vrai que, dans un monde où les coûts de transport maritime sont faibles, toutes autres choses restant égales par ailleurs, il est plus coûteux pour les pays enclavés de commercer avec le monde extérieur.

Mais si l'enclavement est un tel obstacle au développement économique, comment pouvons-nous expliquer que l'Ouzbékistan, la République post-soviétique ayant enregistré la plus grande réussite (et ce, en utilisant des méthodes très «hétérodoxes»), est l'un des deux seuls pays au monde doublement enclavés (l'autre étant le Liechtenstein) (voir section 4.3.3 ci-dessous) ? Les réussites économiques de la Suisse et de l'Autriche sont également curieuses.

Elles représentent deux des économies les plus riches du monde, étant pourtant toutes deux enclavées. Certains peuvent rétorquer que ces deux pays ont pu se développer malgré l'enclavement, de par leur bon transport fluvial, mais de nombreux pays africains sans littoral sont potentiellement dans la même position; par exemple, le Burkina Faso (la Volta), le Mali et le Niger (le Niger), le Zimbabwe (le Limpopo) et la Zambie (le Zambèze). Comme dans le cas du climat, l'argument repose sur une confusion entre la cause et le symptôme; le problème surgit d'un manque d'investissement dans le système de transport fluvial, en raison d'un manque de ressources et d'une ligne politique, plutôt que de la géographie elle-même.

Ainsi vu, blâmer le sous-développement de l'Afrique par rapport au climat est confondre la cause du sous-développement avec ses symptômes. Un climat défavorable ne provoque pas de sous-développement

Avoir un «mauvais voisinage» peut ne pas être aussi désavantageux que cela puisse paraître. L'Inde est un bon contre-exemple. Au cours des deux dernières décennies, le pays a connu une croissance rapide, en dépit d'être dans l'une des régions les plus défavorisées du monde. L'Asie du Sud, où l'Inde est située, se trouve être la région la plus pauvre du monde (plus pauvre que l'Afrique (hors l'Afrique du Nord)). Elle est également une région hautement conflictuelle. Les tensions entre hindous et musulmans en Inde, qui éclatent souvent au cours d'affrontements violents, et le conflit militaire persistant avec le Pakistan, sont bien présents encore aujourd'hui. Le pays abrite également une des plus grandes forces de guérilla encore présente dans le monde, les soi-disant Naxalites, un groupe maoïste. La région frontalière

avec le Népal a également souffert d'une guerre civile avec les guérilleros maoïstes entre 1996 et 2006, alors que la guerre ethnique tamoule-cinghalais au Sri Lanka a duré 26 ans, entre 1983 et 2009.

(c) Histoire

La plupart des pays africains sont ethniquement diversifiés, notamment en raison de leur regrettable histoire coloniale. Il est vrai que l'Afrique se retrouve avec une diversité ethnique unique.

Même en ignorant les diversités ethniques dans les sociétés basées sur l'immigration comme les États-Unis, le Canada et l'Australie, un grand nombre de pays riches d'aujourd'hui en Europe ont souffert de divisions ethniques basées sur les différences linguistiques, religieuses et idéologiques, en particulier de «niveau moyen» (c'est-à-dire peu, envers un groupe plutôt que plusieurs), étant en général plus propice à des conflits violents. La Belgique a deux groupes ethniques (et un de plus, si nous comptabilisons la petite minorité germanophone). La Suisse a quatre langues et deux religions, et a connu pas moins de quatre guerres civiles principalement liées à la religion, entre les 17^e et 19^e siècles. L'Espagne vit de graves tensions ethniques avec les Catalans et les Basques, ayant même impliqué du terrorisme. Grâce à son règne de 560 ans sur la Finlande (de 1249 à 1809, quand elle a été cédée à la Russie), la Suède possède une minorité finlandaise importante (environ 5 pour cent de la population) et la Finlande, une minorité suédoise de proportion similaire. On pourrait facilement accumuler les exemples.

Les pays d'Asie orientale sont encore plus frappants, comme le Japon, la Corée et Taïwan, qui sont souvent soupçonnés d'avoir bénéficié de leur homogénéité ethniques. Ces pays ont en fait eu de graves divisions ethniques et autres. Les gens pensent que Taïwan est ethniquement homogène, que ses citoyens sont tous «Chinois». Il existe toutefois une petite population indigène d'origine polynésienne (les Kaoshan). En outre, même la population de «Chinois», qui s'est installée depuis le 17^e siècle, se compose de deux (ou quatre, si vous les divisez plus finement) groupes ethniques (les «continentaux» et les Taïwanais), hostiles l'un envers l'autre. Le Japon a de graves problèmes de minorités avec les Coréens, les Okinawa, les Aïnous, et les Burakumins. La Corée du Sud est peut être l'un des pays les plus ethno-linguistiquement homogènes dans le monde, mais cela n'a pas empêché au pays d'avoir eu de profondes divisions internes. Par exemple, les gens du Sud-Est et du Sud-Ouest ont un passé marqué de méfiance mutuelle et de haine, si bien qu'au nadir de leur relation, durant la dernière moitié du 20^e siècle, il était courant que des familles interdisent à leurs enfants de se marier avec des personnes «de l'autre côté», pour la simple et bonne raison qu'il / elle n'était pas de là. À cet égard, il est très important de noter que le Rwanda, tristement célèbre pour le génocide de 1994 des anciennement dominants Tutsis minoritaires, par la majorité Hutu, est en fait presque aussi homogène en termes ethno-linguistiques que la Corée l'est. Les exemples de la Corée et du Rwanda montrent que «l'ethnicité» est une politique, plutôt qu'une construction naturelle.

Mais si l'enclavement est un tel obstacle au développement économique, comment pouvons-nous expliquer que l'Ouzbékistan, la République post-soviétique ayant enregistré la plus grande réussite (et ce, en utilisant des méthodes très «hétérodoxes»), est l'un des deux seuls pays au monde doublement enclavés (l'autre étant le Liechtenstein).

Les exemples ci-dessus montrent que les pays souffrent de l'hétérogénéité ethnique, non seulement de par sa présence, mais parce qu'ils ont échoué à créer un sentiment d'unité à travers de ce qui est connue comme la «construction de la nation», qui, il faut le reconnaître, peut être un processus désagréable et même violent. De ce fait, la Tanzanie en représente un excellent exemple (en ce qui concerne la construction de la nation, se référer à Hobsbawm et Ranger (eds), 1995; Weber, 1976). Il est génétiquement le pays le plus hétérogène du monde, mais n'a jamais eu d'importants conflits sur la base de l'origine ethnique, grâce à sa réussite dans la construction d'un sentiment de nation tanzanienne.

En ce qui concerne l'autre argument principal fondé sur l'histoire, à savoir, l'argument que la faiblesse des institutions freine l'Afrique, il est important de le remettre en perspective. Entre le 18^e siècle et le début du 20^e, lorsque leurs niveaux de développement matériel étaient semblables à ceux de l'Afrique d'aujourd'hui, les institutions des pays riches d'aujourd'hui en Europe et en Amérique du Nord étaient dans des états bien plus catastrophiques que celles des pays africains d'aujourd'hui: ils n'existaient aucune transparence de base concernant les changes du marché (par exemple, les entreprises vendant leurs actions n'avaient même pas besoin de publier leurs bilans); ils ont très mal protégé les droits de propriété, en particulier les droits de propriété intellectuelle; ils ne prétendaient même pas recruter leurs représentants du gouvernement par suffrage; beaucoup d'entre eux vendaient ouvertement les cabinets du gouvernement et la vente de votes législatifs n'étaient un secret pour personne (pour plus de détails, se référer à Chang, 2002 ch 3; Chang (ed), 2007a.). Pour des exemples plus récents, dans les années 1960 et 1970, les gouvernements de la Corée du Sud et de Taïwan opéraient avec des institutions formelles faibles, huilées par une importante corruption. Le fait est que les pays riches d'aujourd'hui ne construisent pas les bonnes institutions avant, mais après, ou au moins en tandem avec, leur développement économique. Ceci suggère que les institutions de haute qualité sont le résultat, pour autant qu'elles en soient la cause, du développement économique.

(d) Culture

La plupart de ceux qui blâment les problèmes de développement de l'Afrique, sur la base de préjugés culturels, ne réalisent même pas que tous ces traits culturels «négatifs» de l'Afrique cités aujourd'hui sont ceux qui avaient pour habitude d'être attribués à la plupart des pays riches d'aujourd'hui, lorsqu'ils étaient eux-mêmes pauvres (Chang, 2007b, ch. 9).

Jusqu'au milieu du 19^e siècle, lorsque le développement économique de l'Allemagne a débuté, les visiteurs britanniques se rendant dans les États allemands décrivaient souvent les Allemands comme étant mentalement lents, décontractés, malhonnêtes, et excessivement émotionnels. Par exemple, John Russell, un voyageur britannique du début du 19^e siècle en Allemagne remarquait: «Les Allemands sont des gens facilement satisfaits, laborieux... n'étant pas dotés d'une grande acuité de perception, ni d'une chaleur humaine... Cela peut demander un long moment avant [qu'un Allemand] puisse être amené à comprendre ce qui est nouveau pour lui, et il est difficile de réveiller son ardeur dans sa recherche» (Russell, 1828, p. 394). Lorsqu'elle voyageait en Allemagne, Mary Shelley, l'auteur de *Frankenstein*, se plaignait que «les Allemands ne se pressaient jamais» (Shelley, 1843, p. 276). Commentant l'émotion excessive des Allemands, Sir Arthur Brooke Faulkner, un médecin servant dans l'armée britannique, a observé que «certains vont rire à gorge déployée et d'autres vont

toujours se livrer à la mélancolie» (Faulkner, 1833, p. 155). Sir Arthur a également décrit les Allemands comme étant malhonnêtes: «Le marchand et le commerçant profitent de vous à chaque fois qu'ils le peuvent, et ce jusqu'au dernier centime... Cette fourberie est universelle» (p. 57). La liste peut continuer, mais le fait est que l'image qui émerge de ces observations est l'exact opposé du stéréotype national allemand d'aujourd'hui: hautement qualifiés, très rationnels, réellement efficaces et respectueux des règles; et exactement le genre de choses aujourd'hui utilisées pour décrire les Africains.

Les Japonais ont souvent été décrits péjorativement comme des fourmis ouvrières. Toutefois, au cours du 19^e et début du 20^e siècle, ils ont été généralement décrits comme des paresseux. Alors qu'il visitait plusieurs usines au Japon en 1915, à la demande du gouvernement japonais, afin de le conseiller sur la façon d'améliorer la productivité industrielle du pays, un ingénieur australien a fait remarquer: «Mon impression quant à vos faibles coûts de main-d'œuvre allait bientôt déchanter en voyant votre peuple au travail. Sans aucun doute, ils sont faiblement payés, mais le rendement l'est tout autant; voir vos hommes au travail m'a fait ressentir que vous êtes une race très satisfaite de la facilité, qui reconnaît que le temps n'est pas un facteur. Lorsque j'en parlais à certains cadres, ils me répondaient qu'il était impossible de changer les habitudes du patrimoine national» (Japan Times, le 18 août, 1915). Même Sidney Gulick, un missionnaire américain ayant vécu au Japon pendant 25 ans, et devenu plus tard, à son retour aux États-Unis, un champion des droits de l'homme en Asie et en Amérique, a dû admettre que beaucoup de Japonais «donnent l'impression... d'être paresseux et totalement indifférents au temps» (Gulick, 1903, p. 117).

...il est donc très trompeur de blâmer l'Afrique (ou toute région ou pays) de sa mauvaise performance économique en raison de sa culture

Samuel Huntingdon peut faire valoir la Corée en tant que pays ayant réussi, en ayant une «bonne» culture, mais en 1912, les Coréens ont été décrits comme «12 millions de sales, dégradés, moroses, paresseux et sauvages sans religion, portant des vêtements sales, du genre le plus inepte et vivant dans des huttes de terre crasseuses». Ce qui est particulièrement choquant dans ce commentaire est que cela venait de l'un des personnages les plus progressistes de l'époque, Beatrice Webb, une des fondatrices du mouvement Fabian (Webb et Webb, 1978, p 375.).

Ainsi vu, les cultures de l'Allemagne, du Japon, et de la Corée semblent avoir complètement changé au cours des deux derniers siècles. Cela révèle un point très important à propos de la relation entre la culture et le développement économique. Les transformations culturelles de ces pays se sont produites principalement en raison du développement économique, qui a créé des sociétés dans lesquelles les gens doivent se comporter de manière plus disciplinée, rationnelle, et coopérante, que dans les sociétés agraires (pour des arguments plus détaillés, voir Chang, 2007b, ch. 9). La culture est donc davantage le résultat, plutôt qu'une cause, du développement économique. Par conséquent, il est donc très trompeur de blâmer l'Afrique (ou toute région ou pays) de sa mauvaise performance économique en raison de sa culture.

2.2. L'ÉMERGENCE DE L'AFRIQUE

2.2.1. Les arguments

Alors que certaines personnes continuent de souligner les facteurs «méta-structurels» pour expliquer la persistance du sous-développement en Afrique, d'autres ont récemment adopté un nouveau discours présentant de brillantes perspectives pour le continent. Après les décennies «perdues» des années 1980 et 1990 (dont le PIB était en baisse), la croissance économique en Afrique s'est réveillée. Entre 2000 et 2014, la croissance annuelle du PIB en Afrique a été de 4,6 pour cent en moyenne (UNCTAD STAT, 2015). Un débat sur la durabilité et les impacts sur le développement de cette expérience de croissance a pris racine, notamment déclenché par certains récits positifs dans les médias, comme l'article de *The Economist*, «Le soleil brille», en 2011 et celui du *Time*: «L'émergence de l'Afrique», en 2012. Soutenues par des récits rigoureusement plus analytiques (par exemple, McKinsey, 2010; Radelet, 2010; Robertson et al, 2012; Andersen et Jensen, 2013), un certain nombre de raisons ont été avancées pour expliquer pourquoi, cette fois-ci, la croissance va être permanente.

Tout d'abord, il est soutenu que, après la fin de la guerre froide et le régime d'apartheid, le domaine politique en Afrique est devenu plus ouvert, et des régimes autoritaires ou dictatoriaux ont même été contraints de céder la place à des régimes plus démocratiques et responsables. Entre 1989 et 2003, le nombre de démocraties en Afrique est passé de 3 à 23 (Radelet, 2010).

Deuxièmement, une baisse significative des conflits violents a été observée. Entre 2002 et 2011, la part de l'Afrique dans les conflits violents du monde entier a chuté de 55 à 24 pour cent (Africa Progress Panel, 2012). En particulier, en Afrique de l'Ouest et dans la région des Grands Lacs, devenues plus pacifique.

Troisièmement, des leçons ont également été tirées des erreurs politiques des années 1960 et 1970. Vers le milieu des années 2000, l'inflation moyenne a été réduite de moitié de celle du milieu des années 1990 (Devarajan et Fengler, 2012), tandis que les déficits budgétaires se sont vus réduits de plus de la moitié de leurs niveaux des années 1980 et 1990. La politique commerciale a également été considérablement libéralisée et l'environnement économique est devenu plus amical envers les investisseurs étrangers.

Quatrièmement, certains prétendent que la révolution technologique a pris racine à travers le continent, plus fortement illustrée par une augmentation de l'utilisation des téléphones mobiles. En milieu des années 2000, peu de gens en Afrique possédaient des téléphones mobiles. En 2013, on comptait plus de téléphones mobiles que de personnes adultes sur le continent (Fengler et Rowden, 2013). La disponibilité accrue des téléphones mobiles et autres appareils relevant des technologies de l'information et de la communication (TIC) a rendu plus facile pour les gens leur participation à la vie sociale et politique, en particulier dans les villages reculés. Ces appareils ont également eu de grandes répercussions sur la vie économique des populations, par exemple, en augmentant l'efficacité d'épargne et de

dépense de l'argent et en facilitant la commercialisation des récoltes par les agriculteurs. Il est soutenu que l'augmentation de la disponibilité des outils pédagogiques pour les enfants, apportés par les appareils relevant des TIC et l'amélioration conséquente de la qualité de l'éducation, changeront positivement la nature de la vie économique et sociale en Afrique sur le long terme.

Cinquièmement, une amélioration significative des indicateurs sociaux a été observée. Les taux de mortalité liée au paludisme, et les taux de mortalité infantile et juvénile, ont chuté. Les taux d'immunisation et de vaccination se sont améliorés. Les gens sont de plus en plus instruits: entre 2000 et 2008, le taux de scolarisation en secondaire a augmenté de près de 50 pour cent (Ibid). Il est évident que des personnes plus instruites et profitant d'une durée de vie plus grande, génèrent plus de croissance.

Sixièmement, les développements spatiaux et démographiques sont censés être de bon augure pour l'avenir de la croissance économique de l'Afrique. Aujourd'hui, plus de 41 pour cent des Africains vivent dans les villes, un chiffre qui augmente d'environ un pour cent tous les deux ans. Une croissance économique durable a été historiquement mise en corrélation positive avec l'urbanisation croissante, les villes offrant de meilleurs environnements d'exploitation pour les entreprises et fournissant de meilleurs services pour les personnes, que les zones rurales. L'Afrique semble également profiter d'un dividende démographique dans un avenir prévisible, avec un ratio en hausse de personnes dans la population active par «personne à charge». En 2010, la part de la population en Afrique éligible au travail (de 15 à 64 ans), a été estimée à 42 pour cent (460 millions sur une population totale de 1,1 milliards d'individus). Cette part devrait augmenter à 50 pour cent en 2030 (Devarajan et Fengler, 2012).

Beaucoup de ces évolutions sont nettement positives, surtout en ce qui concerne l'amélioration des secteurs de la santé et de l'éducation, mais également la réduction des conflits violents, même si l'impact de certaines autres, comme la libéralisation du commerce, sont plus discutables. Cependant, une analyse plus nuancée démontre que ce récit centré sur «L'émergence de l'Afrique» oublie un certain nombre d'aspects importants.

...une analyse plus nuancée démontre que ce récit centré sur «L'émergence de l'Afrique» oublie un certain nombre d'aspects importants.

2.2.2. Les critiques

(a) Mise en perspective de la performance récente de la croissance du PIB de l'Afrique

Les performances de croissance récente en Afrique peuvent sembler impressionnantes, mais restent dérisoires en comparaison aux pays en développement en Asie de l'Est et Pacifique (AEP) – un autre groupe de pays qui se sont développés particulièrement vite au cours des dernières années. La **figure 2.1** compare les taux de croissance du PIB en Afrique et en AEP, de 2000 à 2014 (la période de «l'émergence» de l'Afrique), à l'exclusion des pays à revenu élevé dans les deux régions⁵.

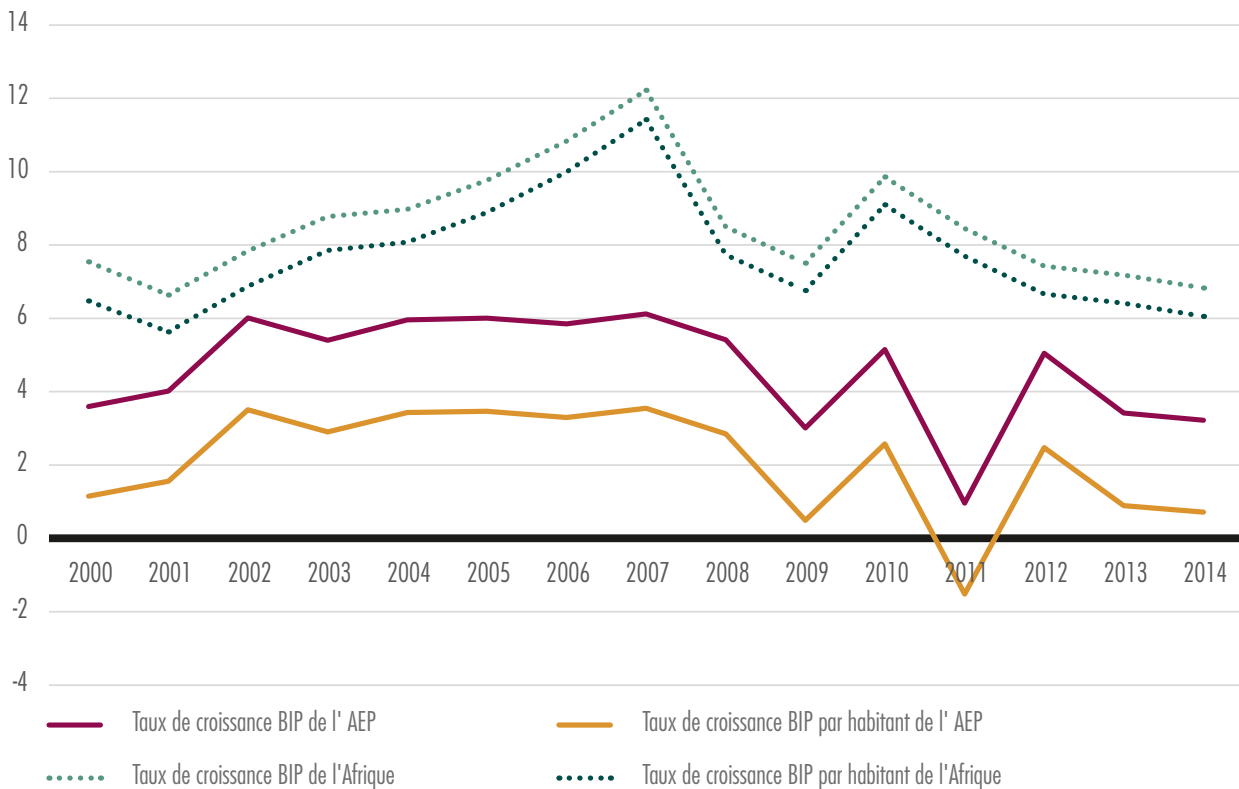
Le taux de croissance par habitant offre la meilleure comparaison, étant donné que les taux de natalité en Afrique ont été considérablement plus élevés que ceux d'Asie orientale. Au cours de la période considérée, la croissance par habitant dans les pays en développement d'Asie orientale et Pacifique avoisinait la moyenne de 7.71 pour cent, tandis que les pays en développement en Afrique enregistraient 2.09 pour cent. En d'autres termes, les pays en développement d'Asie orientale et du Pacifique ont vu leur croissance augmenter trois fois plus vite. On pourrait, bien sûr, souligner que le taux de croissance moyen pour l'Afrique occulte le fait que certains pays ont connu une croissance exceptionnellement rapide. Cela est vrai, dans une certaine mesure. Le taux moyen de croissance par habitant dans les cinq économies les plus dynamiques en Afrique (l'Angola, l'Éthiopie, le Mozambique, le Nigeria et le Rwanda), pour la période considérée⁶, à 5.0 pour cent (WDI, 2015), diffère sensiblement de la performance moyenne continentale. Et certains de ces pays, tels que le Rwanda et l'Éthiopie (dont les expériences de politiques industrielles seront étudiées en détail au chapitre 4), ont ces taux de croissance impressionnants sans même dépendre de ressources naturelles. Le taux de croissance moyen de ces cinq économies en croissance rapide reste pourtant bien en dessous du taux de la région d'Asie orientale et Pacifique, à un niveau inférieur de 3 points de pourcentage.

Le fait que la croissance récente de l'Afrique, si l'on rapporte les chiffres aux données par habitant, n'a pas été aussi spectaculaire que les défenseurs de l'histoire de «L'émergence de l'Afrique» l'affirment, est assez problématique, mais le plus gros enjeu reste que même cette performance de croissance relativement modeste est susceptible de durer sur le long terme, dans la plupart des pays. Comme Arbache et Page (2009) le soulignent à juste titre, l'amélioration des performances économiques en Afrique, après 1995, est principalement attribuable à la réduction de la fréquence des baisses de croissance et l'augmentation des accélérations de croissance des pays dépendants des ressources naturelles (avec

5 L'exclusion des pays à revenu élevé en Afrique ne fait guère de différence (car il n'en existe pas en dehors des Seychelles, qui a une faible population d'environ 100 000 habitants). Cette exclusion relève une différence concernant les pays d'Asie orientale et Pacifique, si l'on exclut le Japon, Singapour et la Corée du Sud. Le reste des pays d'Asie orientale et Pacifique sont le Cambodge, la Chine, l'Indonésie, le Laos, la Malaisie, la Mongolie, le Myanmar, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, les îles du Pacifique (10 pays avec un total de 2,3 millions de personnes), les Philippines, la Thaïlande, le Timor-Leste et le Vietnam.

6 Abstraction faite de la Guinée équatoriale, dont le revenu par habitant a été multiplié par 56 en 15 ans (entre 1995 et 2010, de 371\$, il est passé à 20 703\$) en raison de la découverte d'une importante (en considérant que, avec environ 0,7 million d'habitants, le pays a la plus petite population du continent africain) réserve de pétrole.

Figure 2.1 Taux de croissance annuel du PIB (pourcentage)



Source: WDI (2015)

quelques exceptions notoires, comme mentionné au paragraphe ci-dessus).^{7,8} Le problème est que, avec la fin de la super-croissance de la Chine, et par conséquent de l'essor des prix des produits, les perspectives de croissance de ces économies, et donc de l'ensemble du continent, s'assombrissent. Ces économies dépendantes des ressources naturelles représentent plus de 60 pour cent du PIB total du continent, avec le PIB combiné des deux plus grandes économies sur le continent, le Nigeria et l'Afrique du Sud, représentant eux seuls environ 30 pour cent (FMI, 2015).⁹ En outre, quelques-unes des très grandes économies

7 Arbache et Page classent un pays comme riche en ressources si: (a) le revenu de l'énergie, des minéraux et des forêts d'un pays dépasse 5 pour cent du Revenu national brut (RNB) (appelé la «première année»); (b) la moyenne mobile de tels revenus dépasse 10 pour cent du RNB; (c) la part des produits primaires dans ses exportations est supérieure à 20 pour cent, pendant au moins une période de 5 ans suivant l'année initiale. En plus d'être trop complexes (nous obtenons un classement presque identique, si nous utilisons une version légèrement différente de l'indicateur de l'exportation, à savoir, 25 pour cent au lieu de 20 pour cent, comme nous le montrons dans le tableau 2.1), cette définition est problématique en ce qu'elle confond «la dépendance aux ressources» et «l'abondance des ressources». Un pays dépendant des ressources peut être abondamment doté de ressources naturelles, ou non. En dépit d'être très mal doté en ressources naturelles, la Corée du Sud en était fortement dépendante dans les années 1950, avec plus de 80 pour cent de son RNB à l'époque provenant des ressources naturelles (par exemple, le minerai de tungstène, le poisson), produisant très peu d'autres choses. De même, de nombreux pays africains dépendants de ressources naturelles ne sont pas très bien dotés en ressources naturelles (voir Chang, 2006b).

8 Il est à noter qu'un accroissement des prestations de services (surtout dans les domaines de la vente en gros et au détail, du tourisme et des transports) et des hausses de la productivité agricole ont également contribué quelque peu à l'accélération de la croissance en Afrique (voir ECA (2015)).

9 Algérie (209 milliards de dollars), l'Angola (124 milliards de dollars), et le Soudan (66 milliards de dollars) sont les autres grandes économies dépendantes des ressources naturelles.

dépendantes des ressources naturelles, comme l'Angola, l'Algérie, le Nigeria et le Soudan, sont proches d'une dépendance entière à ces ressources (voir la note 2 du **tableau 2.1**). Compte tenu de tout cela, une bonne performance de croissance du continent peut facilement s'évaporer.

b) La qualité de la croissance: Les impacts sur l'emploi et la pauvreté

Même si l'Afrique peut soutenir durablement sa récente croissance, la mauvaise qualité de cette croissance en Afrique, en termes d'emploi et de pauvreté, fait douter des effets positifs significatifs sur la vie des populations.

De 2000 à 2011, la part de la population en Afrique (hors l'Afrique du Nord) vivant avec moins de 2\$ par jour (PPA) a été réduite de 77,5 pour cent à 69,5 pour cent. Cependant, sur une période de temps plus longue, ce chiffre n'a présenté presque aucune amélioration; en 1981 (premières données disponibles), il a enregistré 72,2 pour cent.

Bien que la récente croissance économique en Afrique ait eu pour résultat un boom dans les prix et dans les exportations de ressources naturelles, son effet sur la croissance de la création d'emplois est resté marginal. La plupart des personnes entrant sur le marché du travail en Afrique se retrouve dans des emplois précaires, tels que des emplois informels ou non déclarés. En 2013 le taux d'emplois vulnérables en l'Afrique (hors l'Afrique du Nord) était estimé à 77,4 pour cent de l'ensemble des emplois, le taux le plus élevé de toutes les régions en développement dans le monde, à un niveau inférieur de 2,3 points de pourcentage par rapport à 2001 (OIT, 2014). Toutes les autres régions en développement ont montré une diminution plus importante du taux d'emplois précaires sur la même période, y compris celles ayant connu une croissance économique plus lente, comme l'Amérique latine et les Caraïbes (ibid).

The Economist a récemment publié un rapport sur l'état lamentable de la création de travail décent en Afrique, notant qu'une entreprise typique en Afrique a généralement 24 pour cent de personnes en moins dans ses livres que les entreprises équivalentes ailleurs, dû au nombre important de travailleurs informels dans les entreprises africaines (The Economist, 2014). La prochaine vague de jeunes éligibles au travail ne pourra tout simplement pas être en mesure de trouver des emplois autres que des activités douteuses dans le secteur informel, ou en travaillant pour leurs familles. Le dividende démographique supposé qui attend l'Afrique pourrait donc se révéler être une catastrophe démographique.

La récente croissance de l'Afrique était ainsi de mauvaise qualité, au regard de ses effets sur la pauvreté. Il est vrai que la situation de la pauvreté s'est améliorée (un peu) depuis l'aube de «l'émergence» de l'Afrique. De 2000 à 2011, la part de la population en Afrique (hors l'Afrique du Nord) vivant avec moins de 2\$ par jour (PPA) a été réduite de 77,5 pour cent

à 69,5 pour cent. Cependant, sur une période de temps plus longue, ce chiffre n'a présenté presque aucune amélioration; en 1981 (premières données disponibles), il a enregistré 72,2 pour cent (indicateur du développement dans le monde, 2015).

La comparaison entre les régions en développement dans le monde donne un motif de préoccupation encore plus grand. Les pays en développement de la région d'Asie orientale et Pacifique ont progressivement réduit ce taux, de 92,4 pour cent en 1981 à 22,7 pour cent en 2011. La même chose vaut pour les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, où il est resté au-dessus de 20 pour cent jusqu'en 2002, avant de chuter de façon spectaculaire à 9,3 pour cent jusqu'en 2011 (Ibid). En 1999, l'Afrique représentait à elle seule 21 pour cent de la pauvreté dans le monde. En 2008, ce chiffre avait atteint 29 pour cent (Africa Progress Panel, 2012), alors que le continent ne représentait que 15 pour cent de la population mondiale cette même année. De 2002 à 2010, la proportion de la classe moyenne africaine¹⁰ dans le monde est restée inchangée, se stabilisant à environ 2 pour cent, tandis que ce chiffre évoluait dans les autres régions en développement (ibid.).

Compte tenu de ces maigres impacts sur la pauvreté de la récente croissance de l'Afrique, on peut se demander si sa continuité va engendrer des effets positifs importants sur la vie de la plupart des populations sur le continent, en supposant qu'elle se maintienne.

c) L'état du secteur manufacturier de l'Afrique et son implication dans le développement futur de l'Afrique

La part négligeable du secteur manufacturier de l'Afrique dans le PIB explique en grande partie pourquoi la croissance du PIB par habitant a été si faible par rapport à ceux des pays en voie de développement en Asie orientale, et pourquoi la création d'emplois et la réduction de la pauvreté ont été beaucoup plus lentes que dans les autres régions en développement (voir Szirmai et Verspagen 2011; Noman et Stiglitz, 2011; et la CEA, 2015).

En fait, de 1980 à 2013, la part du secteur manufacturier dans la production économique sur le continent a baissé de plus de 12 pour cent à environ 11 pour cent, actuellement le plus bas taux de toutes les régions en développement dans le monde (CEA, 2015). Page (2012) compare l'état de la valeur ajoutée dans l'ensemble des secteurs des pays africains à celle d'un éventail de pays asiatiques: Chine, Inde, Indonésie, Corée, Malaisie, Philippines et Thaïlande, quand ils ont atteint un statut inférieur à revenu intermédiaire, avec une valeur de référence définit à 996\$ en 2009¹¹. La conclusion la plus frappante s'observe dans le secteur manufacturier, dont la part à la fois de l'emploi et de la valeur ajoutée dans un pays à faible revenu «typique» de l'Afrique est environ la moitié de la valeur de référence. En outre, la majorité des entreprises du secteur manufacturier dans les pays africains sont de petites tailles, informelles, et produisent des marchandises sur la base de ressources naturelles. Ce sont des caractéristiques généralement associées à des entreprises manufacturières à faible productivité.

¹⁰ La «classe moyenne mondiale», terme inventé par la Brookings Institution, inclut les personnes gagnant entre 10\$ et 100\$ (PPA) par jour.

¹¹ Le statut de revenu moyen inférieur est défini par la Banque mondiale, allant de 996\$ à 3945\$, selon les prix de 2009.

Tableau 2.1 **Les particularités du secteur manufacturier des économies africaines**

Pays	VAM par habitant en 1990, en\$	AM par habitant en 2010, en\$	PIB par habitant en 2013, en\$	Dépendant des ressources	Population en 2014, en milliers
Seychelles	622	1 300	15 186	0	91
Île Maurice	522	803	9 483	0	1 200
Afrique du Sud	551	567	6 889	1	54 000
Swaziland	311	496	3 474	0	1 200
Tunisie	253	501	4 316	0	11 000
Égypte	177	370	3 204	0	83 300
Namibie	92	363	6 038	1	2 300
Maroc	180	239	3 160	0	32 400
Libye	319	230	10 702	1	6 200
Gabon	163	201	10 965	1	1 700
Botswana	124	184	7 117	0	2 000
Cameroun	126	179	1 334	1	22 800
Algérie	179	175	4 633	1	39 900
Cap Vert	108	147	3 631	0	503
Côte D'Ivoire	112	99	1 403	0	20 800
Lesotho	44	97	1 201	0	2 000
Rep. Du Congo	62	67	3 222	1	4 500
Angola	26	62	5 245	1	22 100
Sao Tomé-et-Principe	34	61	1 567	0	197
Sénégal	57	56	1 047	0	14 500
Mozambique	15	47	604	1	25 800
Kenya	49	46	1 321	0	45 500
Tanzanie	19	45	944	0	50 700
Zambie	36	44	1 845	1	15 000
Burkina Faso	26	39	720	0	17 400
Soudan	19	37	1 838	1	38 700
Zimbabwe	106	36	1 028	0	14 600
Madagascar	30	28	462	0	23 500
Ghana	20	26	1 900	0	26 400
Togo	22	25	638	0	6 900

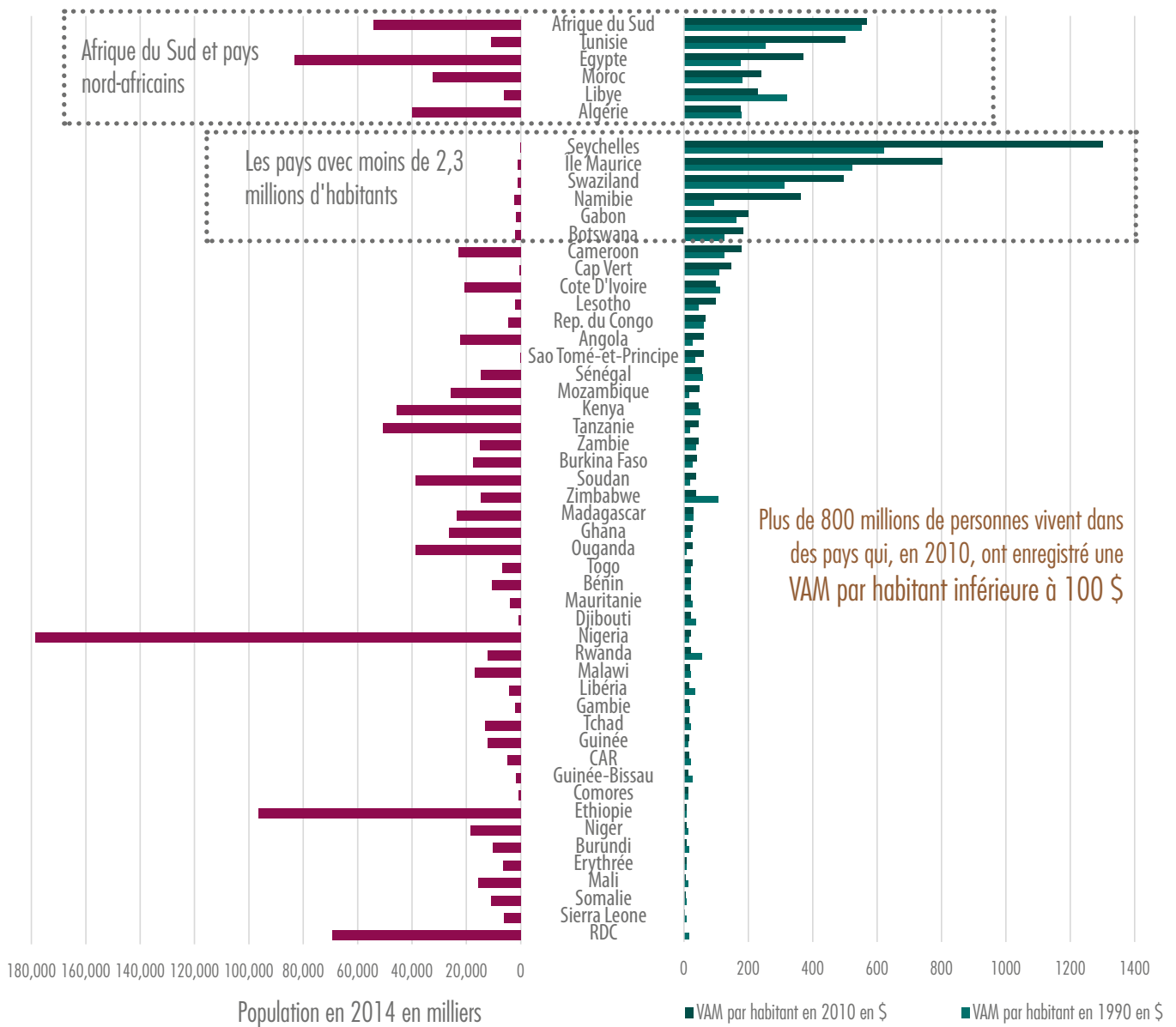
Country	1990 MVA per capita, \$	2010 MVA per capita, \$	2013 GDP per capita, \$	Resource-dependent	2014 Population, Thousands
Ouganda	9	25	694	0	38 800
Djibouti	37	22	1 592	0	900
Mauritanie	27	22	1 438	0	3 900
Bénin	21	22	805	0	10 600
Nigeria	15	21	3 082	1	178 500
Rwanda	56	21	696	0	12 100
Malawi	21	17	223	0	16 800
Liberia	34	16	480	1	4 300
Gambie	19	16	479	0	1 900
RCA	21	15	335	0	4 700
Tchad	22	15	1 176	1	13 200
Guinée	12	15	559	1	12 000
Guinée-Bissau	26	14	557	0	1 700
Comores	14	12	872	0	752
Niger	13	9	451	0	18 500
Burundi	16	7	303	0	10 400
Éthiopie	8	9	524	0	96 500
Érythrée	9	7	544	0	6 500
Mali	13	6	723	0	15 700
Somalie	8	5	N/A	N/A	10 800
Sierra Leone	9	3	802	1	6 200
RDC	16	1	410	1	69 300

Source: Calculs des auteurs basés sur l'ONUDI et la CNUCED (2011), l'ONUDI (2013), le FMI (2015) et l'indicateur du développement dans le monde (2015).

Notes

1. Les données pour la Guinée équatoriale ne sont pas disponibles. Les données du Soudan du Sud sont incluses dans celles du Soudan.
2. Nous classons un pays en tant que dépendant de ressources, si 25 pour cent ou plus de ses exportations étaient composées de combustibles et / ou de produits miniers, depuis 2000. Certains pays affichés dans le tableau ont une dépendance extrêmement élevée aux ressources (plus de 80 pour cent de leurs exportations sont en ressources naturelles). Ces pays sont l'Angola, l'Algérie, la Guinée, la Libye, le Nigeria et le Soudan.

Figure 2.2 Les particularités du secteur manufacturier des économies africaines



Source: Calculs des auteurs basés sur UNIDO et UNCTAD (2011), UNIDO (2013), IMF (2015) et WDI (2015).

Face à cela, il peut être souligné que la performance industrielle a été hétérogène selon les pays. Le **tableau 2.1** montre en effet que la VAM par habitant en Afrique, en 2010, variait de 1 300\$ (Seychelles) à 1\$ (RDC). Toutefois, cette diversité est plutôt trompeuse, si nous nous concentrons sur l'Afrique (hors l'Afrique du Nord).

Si l'on exclut les pays d'Afrique du Nord (Tunisie, Égypte, Maroc, Libye et Algérie) et l'Afrique du Sud, tous les pays affichant une VAM élevée ont une très petite population: le Botswana (2 millions), le Gabon (1,7 millions), Île Maurice (1,2 million), la Namibie (2,3 millions), les Seychelles (91 000) et le Swaziland (1,2 million) (chiffres de 2014). Si l'on exclut ces très petits pays, celui ayant la VAM par habitant la plus élevée en Afrique (hors Afrique du Nord et Afrique du Sud) est le Cameroun, avec une VAM de 179\$ par habitant. En d'autres termes, environ 95 pour cent de la population de l'Afrique (hors Afrique du Nord et Afrique du Sud) (plus de 800 millions de personnes) vivent dans des pays qui, en 2010, ont enregistré une VAM par habitant inférieure à 100\$ comme illustré par la **figure 2.2**. Pour mettre ces données en perspective, le Brésil enregistrerait en 2010 une VAM de 622\$, la Chine de 820\$, le Royaume-Uni de 3 162\$ et les États-Unis de 5 222\$.¹² En d'autres termes, si l'on exclut les pays d'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud, l'état lamentable du secteur manufacturier en Afrique est remarquablement homogène.

Une autre caractéristique importante observable à partir du **figure 2.2** est la corrélation entre la VAM par habitant et le PIB par habitant. Mis à part le Cap Vert (ayant une petite économie axée sur le service), aucun pays en Afrique, sauf le Botswana, ayant une VAM par habitant inférieure à 200\$, n'a réussi à dépasser un PIB par habitant de 1 900\$, sans être exceptionnellement riche en minéraux ou en pétrole.

¹² Ces quatre pays ont été choisis car ils possèdent tous une population de taille importante, mais une géographie, un revenu et un rendement du secteur manufacturier différents.

2.3. CONCLUSION

Ce chapitre a fait valoir qu'un climat, une géographie, une histoire et une culture «défavorables», ne sont pas des justifications suffisantes pour expliquer la mauvaise performance économique de l'Afrique. De nombreux pays, au cours du 19^e et 20^e siècle, ont défié ces facteurs méta-structurels pour parvenir au développement économique. Singapour s'est remarquablement bien développé, en dépit d'un climat tropical, et il en a été de même pour les pays scandinaves, le Canada, et les États-Unis, possédant pourtant un climat arctique et glacial, pouvant être aussi hostile au développement économique que le climat tropical. La Suisse et l'Autriche, dépourvus d'accès à la mer, sont devenus deux des pays les plus riches du monde. Les divisions ethniques en Suisse, en Belgique et dans d'autres pays européens n'ont pas empêché leur développement économique. Tous les pays aujourd'hui développés, ainsi que la Chine, ont eu la même faiblesse institutionnelle que l'histoire coloniale est censée avoir créé en Afrique. L'Allemagne, le Japon et la Corée ont défié ceux qui caractérisaient leur culture d'hostile au développement économique et ont alors construit des «miracles» économiques. Le développement économique a permis à tous les pays mentionnés ci-dessus de surmonter ces conditions. En d'autres termes, la corrélation et la causalité ont été confondues dans les arguments mettant l'accent sur les facteurs méta-structurels.

Compte tenu des revers de la croissance médiocre et l'amélioration du climat politique et économique dans la plupart des pays africains, certaines personnes ont adopté avec enthousiasme un nouveau discours, affirmant «l'émergence» de l'Afrique aujourd'hui. Et à bien des égards, l'Afrique se porte mieux – comparé à il y a 15 ans, le déficit fiscal a été réduit, il y a moins de conflits violents, les gens sont en meilleure santé, et l'accès public aux dispositifs informatiques et leur utilisation ont rapidement augmenté. Cependant, en matière de développement des capacités de production¹³ – le fondement du développement économique –, nous avons montré que cette «montée» est avant tout une frénésie. La croissance du PIB par habitant est en fait relativement faible, les taux de pauvreté et d'emploi précaires ne se sont pas réellement améliorés, et l'industrialisation ne s'étend pas, laissant douter de la durabilité de cette croissance.

Tous les pays ayant défié les obstacles méta-structurels à la croissance l'ont fait en augmentant leurs capacités productives: ils ont réorganisé et transformé leurs activités de production. Historiquement, cela s'est produit grâce à une expansion du secteur manufacturier, ayant une productivité plus élevée et une croissance plus importante que les autres secteurs. En outre, le secteur manufacturier, dans un pays économiquement arriéré, ne peut pas se développer sans une politique industrielle intelligente et cohérente, comme le démontrent les diverses théories économiques et les expériences historiques. Les théories et l'histoire de la politique industrielle représentent les deux enjeux vers lesquels nous nous tournerons dans les deux prochains chapitres.

13 Les capacités de production font référence aux aptitudes, aux connaissances de production et à l'expérience ancrés au sein des agents physiques et des organisations (voir Andreoni (2011) pour une taxonomie plus détaillée des capacités de production). Le développement des capacités de production comprend non seulement le développement des capacités des entreprises à produire des biens technologiquement plus avancés mais aussi l'infrastructure (ex. routes et électricité) et les institutions (ex. système financier) pour le soutenir.

